



inform **CONTACT**

NOUVELLES DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES SYNDICATS

N 61

Juillet – Septembre 2008

L'Appel de la CGS

Le 8 juillet la Confédération générale des syndicats s'est adressée avec un Appel à ses organisations membres. L'Appel souligne que la Confédération syndicale internationale (CSI), la centrale syndicale la plus représentative du monde, a décidé de faire du 7 octobre 2008 la première journée mondiale pour le travail décent (JMTD). Cette journée doit devenir une manifestation de la solidarité internationale dans la lutte pour les droits des travailleurs, pour l'éradication de la pauvreté et l'augmentation du niveau de vie de tous les gens du monde, contre l'inégalité, l'exclusion sociale et la discrimination.

Les actions des syndicats de ce jour-là seront une contribution importante du mouvement syndical international à la lutte pour la réalisation du Programme du travail décent que l'Organisation internationale du travail (OIT) a mis au centre de son activité pour la décennie en cours et qui a été activement soutenu par l'ONU, ses organisations spécialisées et les organisations non gouvernementales.

Les syndicats, ensemble avec l'OIT, appellent la communauté mondiale à

trouver les moyens politiques et matériels pour garantir à tout être humain un emploi de qualité, une rémunération juste, un niveau de protection sociale suffisante et la possibilité d'utiliser librement ses droits dans les relations du travail et la politique sociale. Le développement du dialogue social, la protection de la nature, les négociations collectives et la défense des intérêts des travailleurs par tous les moyens possibles en est une condition sine qua non.

La Confédération syndicale internationale a mis en relief pour la JMTD de cette année les trois revendications principales - le droit au travail, le développement de la solidarité et la lutte contre la pauvreté. Selon la CGS tous ces problèmes sont d'actualité pour les pays de la CEI, leurs travailleurs et leurs syndicats. Ces problèmes se trouvent au centre de l'attention des organisations membres de la CGS qui, chacune dans son pays ou dans sa branche, dans les conditions de la mondialisation, luttent pour l'incarnation de ces idées.

La CGS appelle ses organisations membres à soutenir l'initiative de la CSI et à intervenir sous le slogan général "Le travail décent est le

fondement de la vie décente". Lors des initiatives, il est important d'insister sur la réalisation de l'emploi plein et productif, le rejet de la location du personnel et l'augmentation des salaires. Ces actions doivent devenir aussi une contribution importante à la campagne solidaire des syndicats de la CEI pour l'augmentation du SMIG jusqu'au minimum vital.

L'OIT est intéressée par le rapport de la CGS sur la rémunération dans les pays de la CEI

Elaine Fultz, la directrice du Bureau subrégional de l'OIT pour les pays d'Europe de l'Est et d'Asie Centrale, par sa lettre adressée à Vladimir Scherbakov, secrétaire général de la Confédération générale des syndicats, a remercié la CGS pour l'envoi du rapport de la CGS "La rémunération dans les pays de la CEI, la position solidaire et les actions des syndicats pour défendre les intérêts des travailleurs".

Le rapport sur les problèmes de la rémunération a été discuté lors de la réunion du Comité Exécutif de la CGS le 7 avril 2008 et le Conseil de la CGS a souligné dans sa résolution adoptée le 8 avril que la lutte pour les salaires décents doit rester au centre de l'attention des syndicats de la CEI, être prioritaire dans la politique sociale des pays de la Communauté.

Les actions des syndicats contribuent à l'augmentation des salaires et à leur rapprochement du minimum vital. Cependant il y a encore dans la rémunération beaucoup de

problèmes sans quoi on ne peut pas garantir aux travailleurs ni des droits sociaux adéquats, ni une vie décente.

Conformément à la décision du Comité Exécutif, les syndicats de la CEI poursuivront leur campagne solidaire pour l'augmentation du SMIG jusqu'au minimum vital.

Le Comité Exécutif a pris la décision d'éditer le rapport mentionné en brochure.

Dans sa lettre Elaine Fultz a souligné que le Bureau de l'OIT apprécie hautement le rapport de la CGS, se chargera de sa traduction en anglais et de sa diffusion ultérieure.

La CGS est préoccupée par les événements en Ossétie du Sud

Le 8 août la CGS a fait une Déclaration par laquelle elle a exprimé son inquiétude sérieuse quant à la cessation des pourparlers et le déchaînement des combats en Ossétie du Sud avec l'utilisation de matériels lourds et d'artillerie.

Selon les agences d'information, les troupes géorgiennes essayent de prendre d'assaut la ville de Tskhinval, mènent des tirs ajustés sur les quartiers d'habitation et les soldats de la paix.

Il est regrettable que ces actions d'envergure militaires sont déclenchées pendant l'inauguration des Jeux Olympiques – trêve de tous les conflits militaires et moment où canons se taisent.

Au nom de ses 50 millions membres

la CGS a exigé la cessation immédiate des actions militaires et la reprise des pourparlers avec la participation de toutes les parties intéressées.

Azerbaïdjan: la CSA discute des moyens de promouvoir la syndicalisation

La Confédération des syndicats d'Azerbaïdjan a organisé en juillet à Bakou une table ronde avec la participation des militants syndicaux chargés des dossiers d'organisation.

La motivation syndicale a été au centre des débats de cette réunion. Les représentants des syndicats de branche et des régions y ont pris part.

Inaugurant la table ronde, Djavanchir Alkhasov, vice-président de la centrale syndicale, a souligné que malgré que le nombre total des syndiqués dans le pays augmente, certains syndicats de branche ont connu une baisse sensible de leurs effectifs.

Il a été souligné que la baisse du nombre des syndiqués porte en principe un caractère objectif. Elle est liée avec le changement de la structure des branches d'industrie, la privatisation et la restructuration de la production. D'autre part, elle est liée avec la politique ouvertement antisyndicale de certains employeurs nationaux et étrangers.

La table ronde a adopté plusieurs recommandations pour promouvoir la syndicalisation dans les fédérations de branche et dans les structures syndicales régionales.

Bélarus: une rencontre à Minsk

Une rencontre entre Alexandre Loukachenko, le président de la République de Bélarus, et Léonide Kozik, président de la Fédération des syndicats de Bélarus (FSB), a eu lieu à Minsk le 12 août 2008.

Le président de la FSB a informé le chef d'Etat de la situation dans le mouvement syndical national. Loukachenko, à son tour, a encore une fois confirmé son soutien à la politique de la centrale syndicale qui vise au développement du dialogue social en Bélarus. Il a aussi souligné que la FSB est considérée en Bélarus comme une des bases de la société civile nationale.

Loukachenko a souligné que l'Etat ne peut pas prendre en compte l'opinion des syndicats minoritaires qui ne représentent que quelques milliers de travailleurs, alors que l'activité de la FSB est appréciée dans le pays comme constructive et nécessaire. Ces dernières années, grâce à la coopération entre la FSB, le gouvernement et les organisations patronales, on a pu résoudre dans le pays plusieurs problèmes: le salaire réel augmente, plusieurs nouvelles entreprises ont été mises en marche, le chômage est pratiquement absent, l'enseignement et la santé sont en train de se développer.

Kazakhstan: la campagne syndicale porte des résultats concrets

Suite à la campagne syndicale nationale "Signe la convention collective!", le nombre des conventions collectives signées à la date du 1^{er} juillet

2008 dans la République du Kazakhstan a sensiblement augmenté.

En début de l'année 2008, il y avait au Kazakhstan 19 155 conventions collectives. Grâce aux initiatives des syndicats dans le cadre de la campagne mentionnée, on a signé durant les six premiers mois encore 11 045 conventions, ce que représente 19% du nombre total des entreprises kazakhes .

L'obligation de signer la convention collective dans l'entreprise figure dans le nouveau Code du travail et représente le niveau plus élevé de la défense des intérêts des travailleurs.

Russie: les syndicats se préparent à la JMTD

Les principes de la solidarité syndicale internationale et la situation intérieure en Russie déterminent la nécessité pour les organisations membres de la FNPR de participer activement à la Journée mondiale pour le travail décent.

Le programme de la FNPR "Pour le travail décent" confirme son dévouement aux buts et aux idéaux du mouvement syndical mondial, à la défense des intérêts des travailleurs. Ce document, adopté au VIème congrès de la Fédération, est un ensemble de mesures visant à garantir un développement durable de l'économie et une amélioration de la qualité de vie des salariés et de leurs familles.

Les problèmes de l'augmentation des salaires, de changement de la composition du panier de la ménagère, de l'écart injustifié entre les salaires,

de la disproportion dans le processus de la migration sont toujours actuels en Russie. Les revendications des syndicats de rétablir le système d'assurance pour la sécurité sociale et d'augmenter le niveau de remplacement des salaires par les pensions de retraite ne sont pas jusqu'à présent réalisées.

Pour cette raison les syndicats de branche et des régions ont pris la décision de participer tous à la JMTD.

Russie: les syndicats protestent contre la hausse des prix des combustibles

Le 10 août les syndicats ont organisé partout en Russie des actions de protestation contre la hausse démesurée des combustibles.

Les participants au grand meeting organisé à Moscou ont adopté une Déclaration par laquelle ils ont souligné qu'à partir du début de l'année 2008 les prix ont augmenté de 20% pour l'essence, de 30% pour le gazole et de 40% pour le kérosène.

La hausse démesurée des combustibles met en danger la viabilité des entreprises et des branches toutes entières, limite l'augmentation des salaires des travailleurs, freine le développement des programmes sociaux et rend impossible la modernisation de l'équipement.

Les dépenses excessives pour les carburants ont rendu les transporteurs russes par camions et par avions non compétitifs.

La hausse imprévue et incontrôlée des prix du kérosène a mis les compagnies aériennes nationales au bord de la faillite, a mené aux arrêts de l'exploitation des avions russes, à la réduction du nombre des vols et à la détérioration des services aux passagers. Les compagnies aériennes sont contraintes d'acheter des combustibles dans les pays voisins puisque les exportateurs russes de pétrole et des combustibles, comme "Lukoil", "Rosneft" et autres, intéressées uniquement par le profit, les vendent sur le marché intérieur aux prix exorbitants.

Les prix du gazole fourni à la compagnie russe des chemins de fer ont augmenté durant le premier semestre 2008 par rapport à l'année précédente de 60%, tandis que les salaires des cheminiers n'ont été augmenté que de 7%.

L'augmentation systématique des prix des combustibles mène non seulement à l'augmentation des prix des produits agricoles, mais aussi à la faillite des compagnies agricoles et des fermiers.

Faute de la politique d'Etat de régulation des prix pour les combustibles, le pays exportateur de pétrole est obligé d'acheter des carburants à l'étranger.

Le dialogue avec les pouvoirs exécutifs concernant la régulation des prix du pétrole dure plus de trois ans, mais jusqu'à présent n'a pas donné des résultats.

Les participants au meeting ont exigé que le président et le gouvernement de la Russie entreprennent des mesures pour:

- introduire un système de régulation par l'Etat des prix des combustibles;
- garantir la baisse des prix des combustibles jusqu'au niveau conforme au développement de l'économie de la Russie et aux revenus de la population;
- élaborer des mécanismes financiers garantissant l'amélioration de la qualité des combustibles;
- élever par la loi la responsabilité des monopoles pétroliers pour les ententes et l'augmentation sans fondement des prix.

Russie: la déclaration des dirigeants des centrales syndicales de Russie

Les leaders de trois centrales syndicales de Russie: Mikhaïl Chmakov, pour la FNPR, Boris Kravtchenko, pour la Confédération du travail russe, et Aleksandre Chépél, pour la Confédération du travail de Russie ont fait une déclaration concernant la préparation pour la JMTD.

La déclaration souligne que lors des préparatifs pour le 7 octobre 2008, Journée mondiale pour le travail décent, certaines forces ont entrepris des efforts pour discréditer les actions des syndicats dans la défense des droits et des intérêts légitimes des travailleurs.

Ces forces, en utilisant de sales technologies, ont essayé de diviser le mouvement syndical en Russie.

Les centrales syndicales de Russie ont déclaré leur solidarité et ont appelé leurs membres à donner une riposte à ces tentatives, à démontrer leur solidarité et à participer activement aux actions liées avec la JMTD.

Ukraine: la Fédération des syndicats change de leader

Le Présidium de la Fédération des syndicats d'Ukraine (FSU), tenu le 17 juillet à Kiév, a satisfait la demande d'Alexandre Yourkine et l'a libéré de ses fonctions de président de la FSU.

Igor Loutsichine, vice-président de la centrale, a été désigné président par intérim de la FSU. Le prochain congrès de la Fédération aura lieu à Kiév du 10 au 11 décembre 2008.

Conformément aux Statuts, le Conseil de la centrale a chargé les syndicats membres de la centrale de discuter et de proposer une candidature au poste de président de la FSU.

Ukraine: la FSU se prononce pour la coopération ultérieure avec l'ONU

En août 2008, une rencontre entre Igor Loutsichine, président par intérim de la FSU, et les spécialistes de la Représentation permanente de l'ONU en Ukraine a eu lieu à Kiév.

Loutsichine a souligné une importante contribution de la Représentation de l'ONU à la mise en oeuvre en Ukraine des principes du Pacte mondial (Global Compact), leur influence positive sur la situation avec les droits de l'homme, les normes de travail, la protection de la nature et le développement durable du pays. Selon les syndicats, tout cela contribue à l'amélioration de la qualité de vie dans le cadre des Objectifs du développement pour le millénaire et des normes européennes.

La création du réseau du Pacte mondial contribue à la compréhension en Ukraine des valeurs et des vecteurs du développement qui se basent sur les principes démocratiques du marché et servent de base pour la promotion de la politique sociale en Ukraine.

Le forum des jeunes cheminots

Les jeunes syndicalistes, venus d'Azerbaïdjan, de Bélarus, du Kazakhstan, du Kirghizistan, de Moldova, de Lituanie, de Russie et d'Ukraine, ont pris part au forum organisé à Moscou du 26 au 27 juin par l'Union des syndicats des travailleurs des chemins de fer (USTCF) dont le but a été d'intéresser les jeunes par l'activité syndicale, de les aider à nouer des relations de travail et d'élargir la coopération entre les syndicats de différents pays.

Les trois panels ont été organisés dans le cadre du forum: "La jeunesse et les syndicats: stratégie de la motivation", "La jeunesse et le dialogue social", "Les problèmes de la jeunesse estudiantine".

Nikolay Nikiforov, président de la USTCH, clôturant le forum, a déclaré que cette initiative a aidé les jeunes syndicalistes à nouer des relations, à échanger de l'expérience et à s'entendre pour la coopération ultérieure.

La résolution adoptée au forum souligne qu'une politique efficace de jeunes contribuera au renforcement des syndicats des cheminots.

Le prochain forum des jeunes cheminots aura lieu en Bélarus en 2010.

La sécurité du travail aux transporteurs routiers

Le Conseil de l'Union des syndicats des travailleurs du transport routier (USTTR) a eu lieu à Bakou le 24 juin. Les représentants des syndicats de Russie, d'Ukraine, de Bélarus, d'Azerbaïdjan et de Géorgie y ont pris part.

Les participants à la réunion ont discuté de la situation dans la CEI avec l'introduction de nouvelles formes d'emploi, y compris de travail par location.

Les membres du Conseil ont aussi pris part à la XXIX^{ème} réunion du Conseil intergouvernemental des transporteurs routiers de la CEI et à la Conférence scientifique et pratique de branche, tenue à Bakou du 25 au 26 juin.

La position des syndicats concernant les liaisons par route entre les Etats de la CEI consiste à garantir aux travailleurs routiers de tous les pays concernés des conditions de travail en sécurité, un salaire décent et la protection sociale suffisante. La résolution de tous ces problèmes doit aller de pair avec le développement technique de la branche, l'introduction de nouvelles technologies et l'élargissement des services aux clients.

La réunion du Conseil des syndicats des travailleurs du textile

La réunion du Conseil de l'Union internationale des syndicats des travailleurs du textile de la CEI (UISTT) à laquelle ont pris part les représen-

tants des syndicats de Russie, d'Arménie, de Bélarus, d'Ukraine, du Tadjikistan et du Kirghizistan, a eu lieu à Moscou en août.

Dans son rapport, présenté au Conseil, Liudmila Chalamova, présidente de l'UISTT, s'est arrêtée sur les problèmes de la rémunération, de l'emploi, de la promotion de la syndicalisation et de changements structurelles dans les syndicats de branche.

Selon le rapport, l'importation incontrôlée de produits textiles de Chine et de Turquie cause un grand préjudice à la branche en Russie. Dans les 22 – 25 milliards des roubles du chiffre d'affaires auxquels le commerce du textile est estimé, la marchandise nationale ne représente que 4%.

A cause de la faiblesse des syndicats, les employeurs refusent souvent de signer les conventions collectives. Les accords déjà signés sur le niveau des salaires ne sont pas souvent respectés et les conventions elles-mêmes ne sont pas discutées au sein du collectif des travailleurs.

Les organisations syndicales de base sont des maillons les plus faibles de la structure syndicale. Leurs présidents ne sont pas le plus souvent permanents, leur carrière professionnelle et leur défense contre l'employeur ne sont pas garanties.

Le remembrement des syndicats pourrait aider à résoudre ce problème.

Natalya Podchibyakina, secrétaire générale adjointe de la CGS, a pris part et est intervenue à la réunion du Conseil.

PUBLIÉ PAR LE DÉPARTEMENT INTERNATIONAL
ET
LE CENTRE DES RELATIONS PUBLIQUES DE LA CGS
42, LENINSKY PROSPECT
117119, MOSCOU, RUSSIE
TÉLÉFAX +7(095) 938-2155
TÉLÉPHONE +7(095) 952-2782
+7(095) 938-8649
E-MAIL: inter@vkp.ru
SITE INTERNET: www.vkp.ru

**LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES SYNDICATS (CGS), UNION INTERNATIONALE,
A ÉTÉ CRÉÉE À SON PREMIER CONGRÈS LE 16 AVRIL 1992.**

**SES STATUTS ADOPTÉS AU PREMIER CONGRÈS ONT ÉTÉ PARTIELLEMENT MODIFIÉS
ET COMPLÉTÉS AU DEUXIÈME CONGRÈS DE LA CGS, LE 22 SEPTEMBRE 1993, AU TROISIÈME CONGRÈS DE LA CGS,
LE 18 SEPTEMBRE 1997 ET AU CINQUIÈME CONGRÈS (EXTRAORDINAIRE) DE LA CGS, LE 26 MARS 2004.**

LES OBJECTIFS PRINCIPAUX DE LA CGS SONT LES SUIVANTS:

**LA COORDINATION DES ACTIONS DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES DANS LE DOMAINE DE LA DÉFENSE
DES DROITS SOCIAUX DES TRAVAILLEURS, DES ÉTUDIANTS ET DES RETRAITÉS;
LA PROTECTION DES DROITS ET DES GARANTIES DE L'ACTIVITÉ DES SYNDICATS;
LE DÉVELOPPEMENT DE LA SOLIDARITÉ SYNDICALE INTERNATIONALE
ET COORDINATION DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES.**

**LA CGS RÉALISE SON ACTIVITÉ CONFORMÉMENT AUX NORMES UNIVERSELLEMENT RECONNUES
DU DROIT INTERNATIONAL, SUR LES PRINCIPES DE L'AUTONOMIE TOTALE ET DE L'ÉGALITÉ EN DROITS
ET EN OBLIGATIONS DES ORGANISATIONS AFFILIÉES.**

**LA CGS GROUPE ACTUELLEMENT LES CENTRALES SYNDICALES NATIONALES D'ARMÉNIE,
D'AZERBAÏDJAN, DE BIÉLORUSSIE, DE GÉORGIE, DU KAZAKHSTAN, DE KIRGHIZISTAN, DE MOLDAVIE,
DE RUSSIE, DU TADJIKISTAN, D'OUBÉKISTAN, D'UKRAINE,
AINSI QUE 32 UNIONS INTERNATIONALES SYNDICALES DE BRANCHE.**

**LA CGS EST OUVERTE POUR LA COOPÉRATION À TOUTE CENTRALE SYNDICALE
INDÉPENDAMMENT DE SON AFFILIATION. D'AUTRE PART, L'ADHÉSION À LA CGS
NE LIMITE PAS L'AUTONOMIE DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES.**

**LA CONFÉDÉRATION A LE STATUT D'OBSERVATEUR AUPRÈS DE L'ASSAMBLÉE INTERPARLEMENTAIRE DES ÉTATS DE LA CEI,
DU CONSEIL DES CHEFS D'ÉTATS ET DES PREMIERS-MINISTRES DE LA CEI,
DU COMITÉ ÉCONOMIQUE INTERÉTATIQUE DE LA CEI, ETC.**

AU PLAN INTERNATIONAL, ELLE A LE STATUT CONSULTATIF RÉGIONAL DE L'OIT, DE L'ECOSOC ET DU DIP DE L'ONU.

**LE CONGRÈS EST L'ORGANE SUPÉRIEUR DE LA CGS QUI EST CONVOQUÉ AU MOINS UNE FOIS TOUS LES CINQ ANS
ET ENTRE LES DEUX CONGRÈS LE CONSEIL ET LE COMITÉ EXÉCUTIF.**

LE CONTRÔLE FINANCIER EST EFFECTUÉ PAR LA COMMISSION DE CONTRÔLE FINANCIER DE LA CGS.

MIKHAÏL CHAMAKOV EST PRÉSIDENT DE LA CGS, VLADIMIR SCHERBAKOV EST SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.

CHER LECTEUR,

Le bulletin d'information de la CGS "Inform-Contact" est également diffusé par E-mail. En outre, les versions française et anglaise de notre publication sont disponibles sur notre site Internet:

www.vkp.ru